

Monsieur le président,

Ce comité social d'administration des SPIP (CSA SPIP) est le premier après la séquence politico-médiatique relative à l'incarcération de Nicolas SARKOZY. Et une chose est sûre : si cette affaire a mis en lumière le système pénitentiaire, c'est bien l'action déterminée de l'**UFAP UNSa Justice**, devant la prison de la Santé et dans les médias, qui a braqué les projecteurs sur l'essentiel ! **Nous avons dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas : les conditions de travail des personnels pénitentiaires sont dégueulasses et notre système pénitentiaire est à bout de souffle.**

Mais une fois les caméras éteintes, la farce continue. Le désintérêt du monde politique pour l'administration pénitentiaire et pour celles et ceux qui la font vivre est total ! Force est de constater que nous ne servons qu'à nourrir leurs discours sécuritaires ou leurs plans de communication démagogiques. Jamais un mot sur les moyens, jamais une mesure de fond, jamais un souffle de courage. Et comme toujours : ils parlent d'ordre public, mais laissent le chaos régner dans nos services.

Comme dirait l'autre : « Quelle indignité ! »

Quelques chiffres suffisent à illustrer la gravité de la situation :

- 85 000 détenus pour 62 500 places
- 193 000 personnes suivies en milieu ouvert
- 4 000 vacances de postes dont plus de 850 dans les SPIP
- 5 000 agressions physiques et 20 000 agressions verbales par an, et combien de non-déclarées ?

Et pendant que le personnel encaisse, le ministre, lui, enchaîne les provocations et les coups de force. Au mois d'octobre, il a enfoncé le clou du mépris à coups de décisions autoritaires :

- Annonce de 4 nouveaux QLCO sans aucune concertation, sans retour d'expérience, sans respect
- Retour du projet de loi S.U.R.E, véritable machine à broyer l'individualisation des peines et la logique d'insertion
- Compromissions avec le ministère de l'Intérieur, pour faire entrer des policiers armés en détention.

Tout cela pendant qu'il parade dans les établissements, feignant de découvrir un système pénitentiaire en état de mort clinique.

Quelle hypocrisie ! Quelle indignité !

Et que dire des États Généraux de l'Insertion et de la Probation ? Un théâtre d'ombres, voilà ce qu'ils sont devenus. Les décisions sont déjà prises, les orientations déjà fixées, et tout se fait dans le dos des personnels. Pour preuve l'examen ce jour du point relatif à l'expérimentation de la reprise du présentiel par les SPIP ! N'était-ce pas censé être un des sujets à l'étude de ces EGIP ? Tout comme la refonte de l'échelle des peines ou la pertinence de la création d'un officier de probation. Il apparaît de plus en plus clair que sur ces sujets, comme sur les autres, le garde des Sceaux et l'administration pénitentiaire ont déjà des idées bien arrêtées.

Les EGIP qui devaient être un espace de réflexion sont devenus un écran de fumée ! Bien sûr sans aucune annonce de moyens, aucun engagement sur les effectifs, aucune reconnaissance du travail accompli. À l'approche des fêtes, on s'apprête encore à faire des personnels des SPIP les dindons de la farce.

Une fois encore, quelle indignité !

Eh bien non, l'UFAP UNSa Justice ne participera pas à cette comédie. Nous le disons clairement : nous ne nous laisserons pas bercer par les discours des joueurs de flûte qui cherchent à endormir les personnels pendant qu'ils détruisent leurs outils de travail. Nous avons participé aux États Généraux avec sérieux, avec bonne foi. Mais s'ils continuent à nous prendre pour des pantins, nous en sortirons avec fracas.

Venons-en maintenant à l'ordre du jour de ce CSA, et notamment au point sur **la stratégie de lutte contre la radicalisation en milieu ouvert**. L'UFAP UNSa Justice n'a jamais fui ses responsabilités sur ce sujet. Nous saluons l'écoute et l'ouverture d'esprit de la mission de lutte contre la radicalisation (MLRV) et la présidence du CSA SPIP lors du 9 septembre dernier qui ont bien voulu entendre les inquiétudes de l'UFAP UNSa Justice et remettre leur ouvrage sur le métier lors d'une nouvelle réunion de travail. **Mais soyons clairs : ce projet reste une bombe à retardement**. Il crée une procédure dérogatoire, en sortant du droit commun les PPSMJ suivies de près ou de loin pour la radicalisation violente. Qu'ils soient condamnés pour des infractions en rapport avec le terrorisme ou simplement signalés pour radicalisation, tous passeront désormais par les fourches caudines de la CPI radicalisation tout au long de leur mesure.

Il ajoute également une charge de travail colossale dans des services déjà exsangues : VAD plus que recommandées, entretiens multipliés, réunions à n'en plus finir... Tout cela sans création de postes, sans renfort, sans considération.

Pour finir, il feint d'ignorer les carences RH du réseau de la MLRV qui peine toujours à recruter et à garder ses binômes de soutien, faute de leur proposer un cadre d'exercice clair et des contrats de travail protecteurs.

L'UFAP UNSa Justice condamne le mélange des genres entre renseignement pénitentiaire et prévention de la récidive. Elle condamne aussi le dévoiement du mandat judiciaire pour ouvrir le parapluie pénitentiaire sur ces sujets sensibles. Elle condamne enfin la multiplication et l'intensification du focus pénitentiaire sur les publics dit prioritaires qui surchargent les personnels sans aucun effet probant sur la récidive ou la prévention des risques.

Nous demandons une nouvelle fois le retrait de ce projet dans sa forme actuelle. La stratégie de lutte contre la radicalisation doit fondamentalement distinguer la prise en charge des personnes condamnées pour des faits en lien avec la radicalisation violente de celle des suivis de droit commun. **À défaut, nous voterons contre une stratégie qui s'avèrera nécessairement inopérante et inapplicable.**

L'UFAP UNSa Justice ne peut finir cette déclaration liminaire sans rappeler son engagement envers tous les personnels des SPIP et son attachement à leur CSA de réseau. Or, ce dernier est aujourd'hui **menacé de disparition** dans le cadre de la création de la future Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire. Menace orchestrée par une certaine organisation syndicale, Farouchement Opposée au CSA SPIP, et qui par les multiples déclarations de son Secrétaire Général, œuvre clairement pour sa disparition... L'UFAP UNSa Justice affirme que quiconque portera ou soutiendra cette disparition se rendra coupable de trahison envers les personnels des SPIP. Elle prévient : le retour de bâton sera à la hauteur du mépris, aussi violent que le coup porté au dialogue social.

Les élus UFAP UNSa Justice au CSA SPIP

Simon-Pierre LAGOUCHE, Jérémy RIVIERE, Florian ROUSSET et Françoise GUEUGNEAU